

« Je vais battre le Premier ministre »

■ Jean-Paul Lecoq défend une démarche politique originale basée « sur une méthode de gestion », laquelle « s'appuie sur les Havraises et les Havrais ».

■ Le challenger PCF d'Édouard Philippe se désole de l'usage d'un « anti-communisme primaire » et dénonce une forme de « racisme politique ».

■ « Pourquoi faire confiance à un homme qui pratique le double "Je" ? Il n'y a pas d'un côté Édouard au Havre et Philippe au gouvernement », tacle le député communiste et tête de liste de gauche.

Nous sommes sur la plage. Des Havraises, des Havrais viennent vous saluer et vous assurent de leur soutien. Comment goûtez-vous cette popularité ?

■ **Jean-Paul Lecoq** : « Ils saluent une démarche politique originale. Le fait de faire campagne sur une méthode de gestion qui s'appuie sur les gens. Je pense que la population ressent que tout peut changer pour leur ville. On aborde les sujets autrement. Il y a aussi mon histoire havraise. J'ai participé à la construction de la Codah, l'intercommunalité du Havre, même si j'étais alors en tant que maire de Gonfreville-l'Orcher. Il y a un an, au début de ma campagne, les personnes qui me reconnaissaient faisaient référence à Gonfreville et maintenant, ce n'est plus ça, tous me parlent du Havre. »

Avoir été maire de Gonfreville-l'Orcher pendant plus de vingt ans, avantage ou handicap ?

■ « C'est vraiment un avantage. Les gens ont mesuré que j'avais la compétence pour diriger une commune, pour animer une ville et porter des projets. Je pense que ça rassure les Havrais face à un candidat qui est Premier ministre et qui ne se prive pas de faire savoir qu'il sait gérer le pays. Il inspire confiance sur ses projets, croit-il. Moi aussi, j'inspire confiance, cette fois une vraie confiance. »

Un tiers de votre liste est constitué de militantes et militants politiques, les deux autres tiers viennent de la société civile. N'y a-t-il pas un déficit d'expérience ?

■ « Je ne le crois pas. Quand une municipalité change de couleur politique, on ne peut parler de manque d'expérience. Lorsqu'Antoine Rufenacht a gagné la mairie du Havre, son équipe n'était pas connue et il a fait des choses avec eux. J'ai apprécié sa méthode, nous étions alors des partenaires à la Communauté d'agglomération havraise dont je suis l'un des cofondateurs à ses côtés. J'ai vu alors que cette jeune équipe était capable de porter des sujets. Quand j'ai

été élu député, j'étais un parfait néophyte et je ne pense pas avoir été défaillant. On apprend très rapidement. J'ai prévenu mes colistiers, je leur ai dit : "Vous allez voir, ça va aller très vite. Vous allez devoir vous mettre tout de suite dans le costume d'élu. Très vite, on va vous dire que vous avez le pouvoir et très vite vous aurez l'impression que c'est bon de l'exercer". Or le projet de notre liste "Le Havre citoyen", c'est précisément de sortir de ça. Le pouvoir qui va nous être confié, c'est de faire en sorte que ce soit les Havraises et les Havrais qui décident. »

« Agiter le chiffon rouge : du racisme politique ! »

Vous êtes député communiste, votre adversaire ne laisse passer aucune occasion de le rappeler, comment le vivez-vous ?

■ « J'ai l'impression que le camp d'en face ne vit pas au XXI^e siècle, qu'ils sont encore dans la caricature du communisme avec le couteau entre les dents. Édouard Philippe écrit à la main sur son programme que je suis communiste... Les jeunes dans les quartiers me disent qu'ils souffrent de racisme, de discrimination. Quand j'ai vu qu'on réutilisait l'anti-communisme primaire, je me suis posé la question. C'est une forme de racisme. Agiter le chiffon rouge, c'est du racisme politique ! Moi, je passe beaucoup plus de temps à défendre notre projet, présenter notre équipe plutôt que de combattre le projet municipal de l'adversaire. Édouard Philippe se dit apolitique, or je note qu'il conduisait une liste sur laquelle on trouve bon nombre de militants Les Républicains, de La République en Marche et du centre droit. Il dit : "Mon parti, c'est Le Havre", mais moi aussi, mon parti, c'est Le Havre. C'est une évidence. »

Dans votre programme, on trouve trois urgences : écologique, sociale



et démocratique. La crise sanitaire est passée par là et vous n'en avez rien changé ?

■ « Non, on a pourtant bien regardé en détail pour vérifier si les attentes des gens étaient différentes et allaient nous conduire à réécrire une partie de nos propositions. En fait, on a constaté qu'on avait anticipé non pas la crise, mais que l'écoute qui a été la nôtre en écrivant le programme avec les Havraises et les Havrais était complètement en phase avec la situation présente. Je pense à toute cette solidarité qui s'est développée, cette proximité, ce goût pour les produits locaux, l'usage du vélo dans notre ville. Autant de choses qui figurent dans notre programme. »

L'un des marqueurs de votre campagne, c'est la gratuité des transports publics. Y a-t-il un autre marqueur lié à l'écologie ?

■ « Oui. Toute la partie alimentation, en particulier dans les écoles. Il y a la force de la commande publique. Je propose de prendre un peu de temps pour que cette commande ait un impact sur l'économie locale. Ce qui n'est pas le cas

actuellement. Ça coûte un tout petit peu plus cher, mais le repas de la cantine est meilleur pour les enfants et bon pour l'activité économique du territoire. J'ai milité pour que ce soit comme ça dans l'agglomération du Havre, au Département et j'ai interpellé la Région pour qu'elle le fasse dans ses lycées. Je l'ai fait aussi pour les hôpitaux du Havre. »

« Une certaine sympathie des gaullistes »

Présider la Métropole du Havre, ça vous fait rêver ?

■ « Non, mais c'est nécessaire, car une partie du programme sera mise en œuvre avec la Métropole que je connais bien depuis la création de la Codah, je connais mes collègues maires, j'ai beaucoup travaillé avec eux en tant que député. Ils connaissent ma capacité à travailler en équipe. Antoine Rufenacht le reconnaissait, même si nous sommes des adversaires politiques, cette



Jean-Paul Lecoq : « Nous allons supprimer la décharge de Dollemer, nous le devons aux générations futures. » (Photos Boris Maslard/PN)

capacité à œuvrer ensemble dans l'intérêt général du territoire. C'est ce qui — je crois — me vaut une certaine sympathie de la part des gaullistes au Havre. »

Pourquoi jugez-vous que la politique portuaire n'est pas assez ambitieuse ?

■ « Les investissements n'avancent pas assez vite sur le port du Havre. Heureusement qu'Hervé Morin [président de la Région Normandie, Ndlr] a mis la main à la poche pour la châtière [la liaison entre Port 2000 et le fleuve], ce qui a d'ailleurs forcé la main à Édouard Philippe. Ce que je reproche aujourd'hui au Premier ministre, lui qui a été maire du Havre, c'est de ne pas penser en permanence au port du Havre. Quand ses ministres, ses commissaires européens siègent, il ne peuvent pas oublier les deux grands ports français que sont Le Havre et Marseille. C'est une faute et pourtant ils l'ont fait. Le Havre n'était pas inscrit dans les corridors européens et n'oublions pas le canal Seine Nord. C'est Édouard Philippe qui a signé pour sa réalisation. Pourquoi n'a-t-il pas dit que c'était une absurdité écologique ? Il a bien été capable de repousser le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Les dirigeants politiques, quels qu'ils soient,

n'ont plus le choix, ils doivent intégrer dans toutes leurs décisions politiques les enjeux écologiques. »

Que proposez-vous pour en finir avec la décharge de Dollemer ?

■ « Je n'ai pas la même approche qu'Édouard Philippe qui veut mettre un sarcophage pour emprisonner cette énorme masse de déchets. Ça me rappelle trop Tchernobyl, le fait de faire en sorte que ça ne se déverse pas. Je ne veux pas laisser ce regrettable héritage aux générations qui arrivent. Il y avait des blockhaus sur les falaises quand j'étais enfant. Ils sont tous tombés et malgré leur énorme masse de béton, ils ont été brisés par les assauts de la mer. Je veux enlever tous ces déchets. Comme l'a dit le président Macron, ça coûtera ce que ça coûtera, ça prendra le temps que ça prendra, mais on n'a pas le choix. Même s'il faut qu'on y passe trente ans, on le fera. Nous le devons à nos enfants et à nos petits-enfants, cette obligation de nettoyer, de réparer notre planète. »

Prenez-vous l'engagement de ne pas augmenter les impôts des Havrais ?

■ « La pire des décisions à prendre quand on est maire, c'est d'augmenter les impôts. Je

Vite dit

Deux projets qui s'affrontent, deux conceptions de l'action publique. S'il s'interdit d'attaquer frontalement son adversaire, Jean-Paul Lecoq juge sévèrement le programme du candidat Philippe.

■ **À plein temps.** « Les Havraises et les Havrais ont besoin d'un maire à plein temps. Pourquoi faire confiance à un homme qui pratique le double "Je" ? Il n'y a pas d'un côté Édouard au Havre et Philippe au gouvernement. Paris ou Le Havre, il faut choisir. Quand je serai élu, ma première décision ce sera d'être maire, de démissionner de mon mandat de député, de me mettre au service de ma ville à 100 %. Le Havre, tout Le Havre, rien que Le Havre. Je ne me consacrerai qu'au Havre et aux Havrais. »

■ **Vitrine et tremplin.** « Derrière les murs, il y a des vies. En vingt-cinq ans, Le Havre a changé. C'est évident. Heureusement que vingt-cinq ans de fiscalité ont eu leur utilité. En qualité de vice-président cofondateur de la Codah avec Antoine Rufenacht, Michel Vallery et Gérard Eude, je suis dépositaire d'une partie de ce bilan — je pense au pôle universitaire et au tramway —. Le Havre n'est pas qu'une vitrine et encore moins un tremplin. »

■ **Stopper le déclin.** « Depuis dix ans, Le Havre a perdu 10 000 habitants et une quinzaine d'écoles ont fermé depuis 1995. On ne peut pas s'en satisfaire. Les usines éoliennes de Siemens vont être construites, mais ce dossier a pris beaucoup de retard. On parle de 750 emplois, mais il faudra bien veiller à ce qu'ils reviennent aux Havraises et aux Havrais. »

■ **Un problème de confiance.** « C'est la même équipe qui est au pouvoir au Havre depuis vingt-cinq ans. Pourquoi lui ferait-on confiance pour faire demain ce qu'elle n'a pas fait aujourd'hui ? Peut-on se montrer fier de payer la cantine trop cher ? Au Havre, un couple d'infirmiers paye le même tarif de cantine qu'un couple de banquiers. C'est 5 € le repas contre 2,70 à Rouen. »

■ **Des actes, pas de la com...** « Le commerce souffre au Havre. Des quartiers se sentent à juste titre abandonnés. Les commerçants ont besoin d'être soutenus et accompagnés et ce n'est pas avec des coups de communication comme ces "terrasses du jeudi", qu'on a copiés sur d'autres villes, qu'on aura la solution. C'est une manie à laquelle je mettrai fin de plaquer des idées ailleurs. Je pense qu'on a ici les ressources pour développer des idées originales. »

■ **Des tarifs qui s'envolent.** « En trois ans, entre 2017 et 2020, le tarif mensuel résident du parking a augmenté de 20 %. C'est 12 € contre 10 et le Muséum d'histoire naturelle autrefois gratuit coûte aujourd'hui 5 €. C'est révélateur d'une certaine mentalité : toujours faire payer les Havrais... »

■ **Services publics malmenés.** « Ces trois dernières années, les Havraises et les Havrais ont connu trois maires et ont pu constater qu'il n'y avait aucun investissement sur les hôpitaux du Havre, sur les écoles, que les services publics reculaient et qu'en matière d'enseignement supérieur, la manimise du privé était partout. »

PROPOS RECLUELLÉS PAR CHRISTOPHE PRETEUX
c.preteux@paris-normandie.fr



« Ce que je veux, c'est changer la vie. Ce sont les vies qui font la ville. La ville qui doit protéger et faire jouer les solidarités. »